

La démocratie directe de la Puerta del Sol

Eva BOTELLA ORDINAS

Pourquoi les Espagnols se mobilisent-ils en occupant les places des grandes villes ? Dans ce texte écrit sur le vif, une historienne de la pensée politique ouvre le débat. Elle montre que le mouvement du 15M s'appuie sur l'expérience de pratiques démocratiques autonomes mises en place par les centres sociaux autogérés. Elle signale aussi le fossé grandissant, au sein de la gauche espagnole, entre deux visions du républicanisme et de la participation démocratique.

Ce texte est précédé d'une chronique écrite par un autre historien de l'Université Autonome de Madrid, Juan Luis Simal, qui permet de replacer les événements de la semaine dernière dans leur contexte.

Chronique d'un mouvement horizontal, par Juan Luis SIMAL

Pendant la semaine qui a précédé les élections du 22 mai ont eu lieu des protestations pacifiques dans les villes de toute l'Espagne, relayées à l'extérieur du pays, et qui ont réuni des milliers de personnes. Elles ont été baptisées de diverses manières, dérivées des plateformes qui les ont promues, des appellations utilisées pour les dénommer dans les réseaux sociaux, et de la presse : *Democracia Real Ya* (Une vraie démocratie maintenant), mouvement 15-M, *#spanishrevolution*, *Indignados* (Indignés), *acampadasol* (campement Sol), *tomalaplaza* (Prendslaplace), *nonosvamos* (Nousneparitronspas), *yeswecamp* etc.

Il s'agit d'un mouvement horizontal de citoyens qui ne représentent qu'eux-mêmes. Ils ont décidé de se réunir, en marge de tout parti et de tout syndicat, pour protester et débattre face à une classe politique qui, selon eux, ne les représente pas. Tout a commencé le dimanche 15 mai, avec des manifestations dans les principales villes espagnoles, convoquées par une plateforme indépendante de création récente : *Democracia Real Ya*. La protestation visait les mesures prises par le gouvernement après l'explosion de la crise financière, sous la devise « Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politiques et des banquiers ». À Madrid, après la manifestation, un groupe de jeunes décide de rester Puerta del Sol, mais ils sont délogés par la police le deuxième jour. Le 17 mai, de manière spontanée, un nombre plus important de personnes se concentre sur la place pour y passer la nuit, et d'autres campements surgissent dans beaucoup d'autres villes (la carte des campements :

<http://tomalaplaza.net/lista-de-ciudades-que-ya-han-tomado-la-plaza/>). Le mouvement s'accroît de manière exponentielle les jours suivants, sous l'impulsion de dynamiques internes et des réseaux sociaux. Des milliers de citoyens de tous milieux s'unissent aux concentrations, au sein desquelles aucun drapeau ni aucun signe politique n'est montré. Aucun leader n'apparaît parmi ces personnes, et une rotation s'instaure pour désigner les porte-parole qui répondent aux questions de la presse. Le campement de la Puerta del Sol, devenu le symbole de la mobilisation, improvise une efficace organisation par assemblées et se construit comme un petit village autosuffisant, qui subsiste grâce aux donations anonymes des habitants, seulement acceptées si elles sont en nature, car tout apport monétaire est refusé. Aussi bien à Sol que sur les autres places du pays, de nombreuses assemblées sont réunies, dans lesquelles la parole est donnée à tous. Des décisions sont prises sur les étapes suivantes, ainsi que sur les manifestes et les communiqués.

Le mouvement dénonce la perte de légitimité de la démocratie et réclame une régénération politique. Parmi ses revendications les plus immédiates figure la réforme de la loi électorale, destinée à lui conférer un caractère plus proportionnel, à cesser de favoriser le bipartisme et à exiger que les partis retirent de leurs listes les candidats les plus compromis dans des scandales de corruption.

Le défi le plus important posé par le mouvement au système s'est posé lorsque la Commission électorale a interdit les rassemblements lors de la « journée de réflexion » et du jour des élections. Les « indignés » ne reconnaissent pas la décision, s'appuyant sur le fait que le droit constitutionnel de réunion prévaut sur toute autre considération. Finalement, la police n'est pas intervenue. Une fois les élections passées, les acteurs du mouvement ont décidé de continuer dans les rues avec l'objectif d'exporter vers les quartiers des villes le modèle de démocratie directe mis en pratique tout au long de la semaine.

L'organisation rapide que le campement de la Puerta del Sol (ou campement de Sol *acampadasol*) est en train de mettre en place constitue la preuve pratique d'une perspective différente sur la démocratie de celle des grands partis, dans laquelle la citoyenneté gère et décide de ses propres ressources. Les mouvements sociaux qui existaient préalablement, souvent centrés sur des Centres Sociaux Autogérés, apportent aussi leur expérience. Leur fonctionnement est proche de celui du campement de Sol, avec des assemblées générales, des commissions et des groupes de travail (qui, à leur tour, organisent leur travail et leurs décisions en assemblées).

Un modèle d'assemblées locales

Ce qui est déterminant pour toutes les assemblées est leur fonctionnement. On y discute de ce qui a préalablement été adopté comme ordre du jour par les commissions (actuellement, il existe deux assemblées générales par jour à *acampadasol*), on prend des

tours d'intervention auprès des modérateurs (il existe tout un protocole pour la modération), et l'on donne la parole aux citoyens. Toutes les opinions sont entendues, notées par le modérateur, qui note aussi les éventuelles répétitions d'idées. Lorsqu'un thème paraît épuisé, on demande s'il existe un consensus sur ce dernier. Si aucune voix contre ne s'élève, il est approuvé par l'assemblée, recueilli dans les actes et l'on décide quand et où aura lieu la prochaine assemblée. Si bien que la prise de décision se réalise par consensus et non par vote, ce qui empêche que l'opinion de la majorité s'impose sur les minorités et évite que quiconque ne se sente exclu. Toutes les commissions sont informées de ce qui a été approuvé dans les assemblées générales et l'information est aussi mise en ligne. Ce qui y a été approuvé par consensus est respecté par tous.

Une fois passée l'assemblée générale, les groupes de travail et les commissions retournent travailler dans leurs domaines. Les commissions sont très générales, elles agissent comme des coordinatrices d'un travail commun et résolvent des problèmes basiques qui affectent tout le monde. On décompte par exemple les commissions de la communication, du respect mutuel, des infrastructures, du droit, ou de l'action. Cette dernière, la Commission de l'Action, est essentielle car elle regroupe plusieurs grands groupes de travail qui, à leur tour, rassemblent un grand nombre de sous-groupes. Actuellement, la Commission de l'Action coordonne sept groupes de travail, dont ceux des propositions citoyennes, de l'éducation et de la culture ou de l'environnement. Pour donner un exemple de sous-groupes, le groupe Environnement est composé de groupes de travail plus réduits dont ceux de la souveraineté alimentaire, de la gestion du territoire, des résidus, des milieux rural et marin, de l'éducation, du contrôle industriel, de l'action, de la dignité animale, de la décroissance, de l'énergie et du changement climatique, des villes et campagnes, de la logistique et des boîtes à suggestions. Quant l'assemblée d'un sous-groupe de travail s'achève, il recueille les propositions sur lesquelles le consensus s'est fait, et un délégué les présente devant l'assemblée de son groupe plus grand, où sont discutés et approuvés les points à envoyer à l'assemblée générale. De là, le délégué du groupe les envoie à la Commission de l'Action, qui les recueille, tout comme l'information sur le lieu et la date de la prochaine assemblée des groupes de travail, puis les transmet à l'assemblée générale et les diffuse à ceux qui voudraient participer à ces groupes de travail dans l'avenir. Les commissions, les groupes et les sous-groupes de travail sont ouverts à tous : les citoyens qui le souhaitent peuvent y participer.

La coordination d'une telle somme d'informations et le recueil des opinions de tous exige un énorme effort. Cependant, des voies pour garantir l'efficacité de cette organisation ont été ménagées. Un exemple est la figure de la personne de liaison (*enlace*). Des personnes de liaison existent entre toutes les commissions et entre les groupes de travail, qui se chargent de les mettre en contact pour résoudre les doutes ou les problèmes qui pourraient survenir. Comme cela arrive avec le reste de l'organisation, il s'agit de citoyens qui proposent spontanément leurs services pour accomplir cette fonction pendant le temps qu'ils peuvent, et se chargent de trouver une autre personne de liaison pour les remplacer avant d'abandonner leur poste. Toute participation est bienvenue. Pour les citoyens qui ne peuvent pas participer aux assemblées, aux commissions et aux groupes, un groupe de Propositions Citoyennes fonctionne, qui recueille l'information (extrêmement abondante) des nombreuses boîtes à suggestion et les ordonne par thème, pour les envoyer aux commissions et aux groupes, et pour en débattre et les présenter devant l'assemblée générale afin de les approuver.

Voici un exemple qui illustre le fonctionnement de ce mécanisme : le 22 mai à 14 heures le groupe de propositions a relayé plusieurs centaines d'entre elles vers l'organisation interne : l'une d'elles sollicitait la traduction du manifeste en braille pour qu'il soit distribué au point d'information ; le 23 mai à midi, il était déjà disponible pour qui l'aurait sollicité. Les dimensions des assemblées générales sont considérables, et l'on songe à les organiser par quartiers, sur différentes places pour discuter des problèmes communs.

Un exemple pratique : le jardin de Sol. Le 20 mai à midi, différents groupes d'agriculteurs de Perales de Tajuña (un village situé à 40 km de Madrid) qui approvisionnent différents groupes de consommation agroécologique de la capitale, se sont présentés à la Commission juridique avec la proposition de mettre en place un jardin symbolique dans la fontaine de la Puerta del Sol, où il n'y avait rien d'autre que de la terre en friche. On leur a proposé d'en discuter avec le groupe Environnement, qui a approuvé la mesure par consensus et l'a présentée à l'assemblée générale. Elle fut approuvée, et le dimanche à 22h, les agriculteurs tout comme les consommateurs ont commencé les plantations.

La rapidité de toutes ces actions ne tient pas seulement à la communication par le biais des réseaux sociaux virtuels, mais aussi aux voies traditionnelles. Tant les producteurs agroécologiques que les groupes de consommateurs fonctionnent entre eux par des dynamiques de participation et de prise de décision très similaires à celles du campement de

Sol. De plus, les groupes de consommateurs sont composés de voisins, si bien que la transmission de l'information peut se produire rapidement par le bouche à oreille. Et c'est souvent le cas au campement de Sol et dans les campements des autres villes.

Les racines associatives du mouvement

Nous disions au départ que les mouvements sociaux de quartier travaillent dans des dynamiques similaires, liées à des pratiques de démocratie directe, depuis déjà un bon moment. Il y a un an et à partir de mouvements sociaux locaux, un Centre Social Autogéré (CSA) a été ouvert à Lavapiés, dont la répercussion médiatique a été très importante (par exemple, dans le New York Times: http://www.nytimes.com/2010/11/20/arts/20iht-scmadrid.html?_r=1, ou Le Figaro <http://www.lefigaro.fr/voyages/2010/11/02/03007-20101102ARTFIG00669-madrid-le-jour-et-la-nuit.php>). Il s'est installé dans l'ancienne usine de tabac de Lavapiés, nommée la Tabacalera (<http://latabacalera.net/>). Ce centre social, dont le fonctionnement est très similaire à celui qui se trouve à Sol, expose ses conceptions de la démocratie sur le site qui recueille toute la documentation relative au CSA, sans ignorer l'histoire de la démocratie et de débats sur la représentation ou la participation directe ou active à la vie publique et à la politique, bien au contraire. La démocratie redéfinie par le CSA considère que cette dernière s'obtient lorsque se produit :

« la participation politique du citoyen-habitant (*ciudadano-vecino*), dans laquelle ce dernier gouverne lui-même et est gouverné par ses voisin/es, c'est-à-dire, qu'il participe à tous les processus de décision liés aux sujets qui le concernent, depuis le simple diagnostic de la situation, en passant par l'élaboration du projet jusqu'à son développement sur le long terme. »

À cette fin, ils encouragent l'établissement d'« instruments et de mécanismes divers qui rendent possible la concurrence égalitaire dans le processus d'implication de tous les acteurs », et réclament en outre

« la prise de pouvoir, ou ce qui revient au même, la répartition du pouvoir entre les différents acteurs en charge de la ville. Grâce à cela, tout ce qui détermine nos vies et les espaces où nous habitons est aux mains des citoyens, qui ont le pouvoir de décision dans la gestion de ce qui est public ».¹

Il existe d'autres centres sociaux, tant à Madrid (par exemple Le Patio Maravillas ou Casablanca) que dans d'autres villes (La Casa Invisible de Malaga par exemple) qui fonctionnent de manière similaire. Ils partagent tous certains principes fondamentaux. La préoccupation de l'immigration les conduit à intégrer tous les habitants immigrants possibles,

¹<http://blogs.latabacalera.net/documentando/acerca-de/%c2%bfy-porque-un-museo-y-no-un-sex-shop-una-critica-desde-lo-democratico-2010/>

à chercher à transformer les conflits engendrés par la multiculturalité et par le pouvoir d'achat différents des citoyens en opportunités d'enrichissement social et culturel, et à améliorer la vie de tous dans le quartier. L'intérêt pour les questions de genre conduit quant à lui à employer de manière volontaire des langages et des attitudes non sexistes.

Cela ne veut pas dire que les dynamiques sont simples ou parfaites, parce que la dissension fait partie de l'essence de ces processus. Mais il s'agit de dynamiques souples et qui tiennent en compte toutes les opinions (avec des limites elles-mêmes discutées, relatives au respect de tous par tous), ce qui leur confère le pluralisme nécessaire pour arriver aux consensus essentiels et construire le commun sur le long terme.

Les républicanismes au cœur du débat

En 2001, le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol s'est orienté vers le *néorépublicanisme* de Philipp Pettit. Zapatero fait alors abondamment référence au républicanisme de Pettit, et ce dernier entre en dialogue avec lui, allant même jusqu'à écrire un livre qui relie son idée du républicanisme aux mesures du gouvernement de Zapatero². Le tournant pris par le PSOE reçut de nombreuses critiques de la part des secteurs du monde académique les plus informés sur la tradition républicaine, car on le perçut comme une opportunité perdue. Comme l'affirmaient alors les professeurs Ovejero Lucas et Martí Marmol, un autre républicanisme existe, cimenté

« dans une plus grande culture politique et civique des citoyens, une plus grande possibilité d'accès à la participation politique à travers une rénovation du dessein institutionnel des processus de prise de décision en différents domaines, et une vision rénovée (et plus démocratique) du constitutionnalisme. Entre autres facteurs, un fait qui explique pourquoi cette version du républicanisme (que l'on retrouve en partie dans la généalogie de la réémergence de la pensée républicaine dans son ensemble) nous paraît plus intéressante, est la tentative réalisée depuis différents domaines académiques pour redonner son pouls à la

² Un résumé des conversations entre Zapatero et Pettit, sur le site de Princeton: <http://www.princeton.edu/main/news/archive/S20/05/81C00/?section=featured> ; Pettit, Philip, *Examen a Zapatero*, Temas de Hoy, Madrid, 2008. Sur le débat de 2001 : Salvador Giner, "Las razones del republicanismo", *Claves de Razón Práctica*, número 81, (marzo 1998), Madrid, p. 2-13; Gallego Díaz, S., "Zapatero y el socialismo 'republicanista'", *El País*, 19 mars 2001; Fernando Vallespín, "El 'socialismo cívico'", *El País*, Madrid, 21 juillet 2001; Soledad Gallego-Díaz, "Entrevista a José Luis Rodríguez Zapatero: La socialdemocracia debe abrirse a propuestas de la izquierda plural", *El País*, 22 juillet 2001; José García Abad, "Charla con Salvador Giner sobre Hanna Arendt y otros gurus de la izquierda", *El Siglo*, n. 478 (octubre 2001); Madrid; Gallego-Díaz, S., "Raro patriotismo constitucional", *El País*, 4 novembre 2001; Estefanía, J., "El socialismo posliberal", *El País*, 23 novembre 2002; Delgado Gal, A., "Republicanismo: el conejo en la chistera", *El País*, 26 novembre 2001; De Francisco, A., "¿Quién teme al republicanismo?", *El País*, 6 décembre 2001; Savater, F., "Vivere libero", *El País*, 6 décembre 2001; Delgado Gal, A., "Sobre Pettit y otras brumas", *El País*, 27 février 2002; Ovejero Lucas, F., y Martí Marmol, J. L., "No sólo de Pettit vive el socialismo", *El País*, 4 janvier 2002; Rodríguez Uribe, J.M., "El republicanismo de Rodríguez Zapatero", *El País*, 19 novembre 2002.

démocratie, c'est-à-dire, pour combattre l'apathie politique croissante produite dans les pays occidentaux »³.

Comme nous le verrons, la tradition républicaine classique diffère de la perspective de Pettit. Selon cette tradition, la *liberté positive* est ce qui, dans les temps de la république romaine, était signifié par le binôme *libertas-civitas*, qui définissait la *respublica* (la vie publique, la politique) et la démocratie : la capacité du citoyen de gouverner et d'être gouverné par ses concitoyens. Toujours selon cette tradition classique, sans autogouvernement (protégé, bien sûr, par un ordre constitutionnel et juridique), il n'existe ni liberté ni démocratie, et de fait ce qui existe est une tyrannie.

Pettit donne une couverture légitime à son républicanisme libéral centré exclusivement sur la « liberté comme non domination », en s'opposant à la démocratie la plus directe et participative. À cette fin, Pettit se réclame d'une tradition républicaine impériale romaine qui met l'accent sur l'aspect « garantiste » et non civique du républicanisme, en se référant à la Rome de Cicéron (et non à celle de Tite Live, que Machiavel appréciait), et en oubliant la tradition politique grecque. Il affirme que « déjà dans la conception romaine originaire de la *libertas* », cette dernière était équivalente aux garanties, au droit : il s'agissait de non-domination, vu qu'existaient des citoyens de colonies avec des garanties et sans droit de vote qui étaient libres (*cives sine suffragio*)⁴. Comme l'affirme Wirszubski cependant, on les considérait comme des non-esclaves mais ils n'étaient pas libres. Dans la Rome républicaine, pour que l'esclave fût un homme libre, un citoyen, il n'était pas suffisant qu'on le libère de la puissance du maître (« non-domination ») ; pour être citoyen, il était nécessaire d'être membre du corps civique (d'acquérir la *civitas*). Un Romain pouvait être libre au regard du droit privé, tout en perdant sa citoyenneté (c'est-à-dire sans être libre au regard du droit public)⁵. Pour le républicanisme romain, *libertas* et *civitas* sont deux faces de la monnaie de la république : elles supposent des droits et des devoirs privés et publics, et la participation des citoyens aux affaires publiques.

³ OVEJERO LUCAS, F., MARTI MARMOL, J. L., "No sólo de Pettit vive el socialismo", *El País*, 4 janvier 2002.

⁴ PETTIT, P., *Republicanism. Una teoría sobre la libertad y el gobierno*, Paidós, Barcelona, 1999 (1997), p. 47. Voir aussi : SKINNER, Q., *Liberty before Liberalism*, Cambridge U.P., 1998, y VIROLI, M., *Machiavelli*, Oxford, U.P., 1998 (chap. IV essentiellement).

⁵ WIRSZUBSKI, CH, WIRSZUBSKI, CH, *Libertas as a political idea at Rome during the Late Republic and Early Principate*, Cambridge U.P., 1968 (1950), p. 4-6.

En réclamant la « liberté comme non-domination », Pettit souligne l'aspect juridique, et non civique, du républicanisme, s'attaquant à la « non interférence » et à la « liberté positive ». Pour lui, la liberté positive est l'enchaînement de la volonté, l'autocontrôle ; mais comme l'explique Wirszubski, *libertas* à Rome ne se référerait pas à la libre volonté de l'agent (comme pour les stoïciens), mais plutôt « au droit objectif d'agir » ; c'était une action dans les relations sociales et un devoir en plus d'un droit, et c'est dans ce sens que Pocock parle de « liberté positive »⁶. Pettit affirme en outre que le libéralisme a été associé « à la conception négative de la liberté comme absence d'interférence », c'est-à-dire, à la liberté de mouvement, une fois la propriété privée garantie juridiquement. Les catégories employées se fondent sur Isaiah Berlin : la liberté positive (rejetée par Berlin et par lui-même) est auto-contrôle, et il l'associe à la participation politique directe des citoyens. Pour cette raison, il affirme que son républicanisme « n'est pas (...) populiste (...) [ni] particulièrement communautariste » (selon lui, l'« *isegoria* » grecque liée à l'explication d'Arendt est « une chose très mauvaise »). La démocratie directe ou participative s'opposerait, selon Pettit, à « des formes de société modernes et pluralistes »⁷. Le pluralisme se réfère à des garanties juridiques qui régulent la discrimination à l'intérieur du système démocratique libéral. Le terme « moderne » renvoie à un schéma historique de progrès : le libéralisme (avec sa liberté comme non-interférence) aurait remplacé le républicanisme (avec sa liberté comme non-domination). Sa troisième voie consisterait à récupérer cette dernière, mais le piège est que nous récupérons la liberté de la Rome impériale, non la républicaine, et nous mettons de côté la participation citoyenne active.

Traduit de l'espagnol par **Jeanne Moisand**.

Article publié dans www.laviedesidees.fr le 24 mai 2011.

© **laviedesidees.fr**

⁶ WIRSZUBSKI, CH, *Libertas as a political idea at Rome...*, *op. cit.*, p. 8 et p. 40-44 et 80-87, sur l'idéalisation par Cicéron de la version de la constitution romaine des *optimates*. POCOCK, J.G.A., "Virtue, rights, and manners. A model for historians of political thought.", *Virtue, Commerce, and History. Essays on Political Thought and History, Chiefly in the Eighteenth Century*, Cambridge U.P., 1985, (p. 37--50), p. 38-39; ARENDT, H., *La condición humana*, Barcelona, Paidós, 1998 (1993) ; ARENDT, H., *Entre el pasado y el futuro. Ocho ejercicios sobre la reflexión política*, Barcelona, Península, 1996 (1954-1968); ARENDT, H., *¿Qué es la política?*, Barcelona, Paidós, 1997 (1993); POCOCK, J.G.A., "The Ideal of Citizenship Since Classical Times", *Queen's Quarterly*, vol. 99, Spring 1992, (p. 33-55), p. 55.

⁷ PETTIT, P., *Republicanism...*, *op. cit.*, p. 25-26.